

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIE(N)-BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 223 – Avril 2019

Histoire

Les partisans armés : origines du corps de Charleroi.

International

Israël : Le soldat communiste Roman Levin emprisonné parce qu'il «refuse l'oppression et l'exploitation»

Société

Évasion fiscale. L'UE prête «à blanchir» neuf paradis fiscaux

Amnesty International pointe l'industrie des batteries

LIBRES PROPOS

Leur écologie et la nôtre

Débat : Peut-on encore gouverner à l'heure des réseaux sociaux ?

Jean Ferrat, le charme rebelle.

Le rôle ingrat d'un conseiller communal.

Activités mai 2019

Nicholas Shaxson

LES PARADIS FISCAUX

ENQUÊTE SUR
LES RAVAGES
DE LA FINANCE
NÉOLIBÉRALE

André Versailles éditeur

HISTOIRE

LES PARTISANS ARMÉS : ORIGINES DU CORPS DE CHARLEROI.

DERNIERS JOURS DE MAI 1940.



Que s'était-il passé ? Notre armée n'existait plus. Les débris en étaient éparpillés dans un désordre sans nom ...

On avait vu des unités tenaces accrochées jusqu'au bout aux défenses de l'Est, quand de luxueuses limousines pilotées par de galants officiers atteignaient déjà la Garonne ; des hommes se faisaient tuer sur la Lys et un major buvait le vin d'Anjou à Laval.

Et quand vint la capitulation, certains éléments dirent l'impossible pour rompre l'encerclement et rejoindre les alliés en retraite vers l'Angleterre. Ceux-là ne voulaient pas croire à la défaite. Mais à la même heure, à Toulouse ou à Narbonne, d'autres hommes respiraient avec soulagement. Heureux d'en être quittes à bon compte, ils attendaient le proche écroulement de la

France en faisant le plein d'essence. L'empressement qu'ils avaient mis à fuir le canon n'avait d'égal que leur désir de rentrer au plus tôt et en Belgique, y reprendre leurs petites affaires.

À côté de ceux-là, il y avait les autres : l'armée des vaincus, de ceux qui n'avaient pas lâché leurs armes qu'à l'heure du « cessez le feu ». Le sort de l'immense majorité de ces hommes était fixé : cinq ans d'exil dans les stalags !

Et pourtant, l'ennemi d'aspect courtois et bon enfant poussait le troupeau désarmé vers de chimériques centres de démobilisation. Oui, à ces misérables exténués, crevant de soif et trempés de sueur, on avait promis un prompt retour au foyer.

Sans guides, désorientés, les malheureux avaient cru à la parole des envahisseurs. D'ailleurs, tous n'auraient pu s'échapper.

Et l'on vit de pauvres diables, un instant isolés, courir le long des routes pour rejoindre les colonnes en marche vers les bagnes nazis.

Sur la plaine des Flandres, le soleil d'été n'apportait ni joie, ni réconfort.

On oubliait le temps, la saison. Les oiseaux chantaient-ils ? Qui aurait pu s'en rendre compte ? Seuls les vainqueurs du jour resplendissaient. Leur masse sombre, écrasante, la multitude de leurs armes diverses et puissantes donnaient l'impression d'une force jamais égalée.

Des colonnes de fumée noire se perdaient dans l'immensité du ciel bleu : ça et là, une ferme, un réservoir d'essence ou un véhicule achevaient de se consumer. Dans un champ, des ailes brisées... ce qui restait d'un avion... Des chars français aux camouflages bigarrés, hier si pimpants, aujourd'hui abandonnés, lamentables épaves... Quelques soldats allemands examinaient un canon anglais et discutaient avec force gestes et sourires. Ils pouvaient se réjouir et faire l'inventaire de l'énorme butin. Les armes s'amoncelaient, matériel acquis au prix des privations d'un peuple et voué à la refonte pour le plus grand profit de l'ennemi. Tristesse !... Soldats délabrés et civils, réfugiés aux yeux dilatés d'épouvante, erraient parmi les ruines de notre armée...

Avions-nous tout perdu ? La France était acculée à la

Nouvelles

défaite. Les Anglais rentraient chez eux, annonçant avec flegme qu'ils reviendraient un jour..., mais en attendant, l'Europe était devenue une gigantesque prison.

Mains dans les poches, les lèvres serrées, mais les yeux pleins de rage, un soldat du 21e Bataillon du Génie longea le fossé.

Des motocyclistes allemands sillonnaient la route. Leurs sourires n'agrémentsaient pas la force brutale qui se dégageait de leurs casques énormes et des grenades émergeant de leurs bottes. L'homme s'en allait, un parmi tant d'autres, étonné d'être en vie, confus de la défaite, mais ne pardonnant rien aux assaillants. Soudain, il s'entendit interpeller. Plusieurs de ses compagnons d'armes, dont quelques officiers étaient là, attendant on ne sait quoi...

- Tiens, tu es là, toi aussi ?

- Oui...

- Étonnant ! Comme tu as fait la guerre d'Espagne, on te croyait décidé à ne pas te laisser prendre.

- Je suis toujours décidé à ne pas le laisser prendre !

Un officier haussa les épaules et dit d'une voix fatiguée :

- A quoi bon ? Tout est fini !

- Non, tout n'est pas fini ! La guerre continue.

- Alors, pourquoi n'es-tu pas passé de l'autre côté ? Pourquoi n'as-tu pas suivi les copains en Angleterre ?

Le simple soldat du Génie fit cette réponse toute de foi, de résistance et de volonté :

-Parce qu'il y aura beaucoup à faire ici !

Puis, d'un bond, notre homme franchit le fossé, se coula derrière une rangée de saules et disparut... prisonnier évadé

Le temps passa...

Raoul Baligand né à Roux le 4 janvier 1913, décédé à Bruxelles le 28 décembre 1981, membre du Parti communiste, commandant de l'Armée belge des partisans, président du Front de l'Indépendance

Ceux qui, ne se fiant pas aux belles paroles de l'ennemi, avaient regagné leur foyer par leurs propres moyens, commençaient à se rassurer. Les Boches n'avaient pas l'air de s'occuper d'eux. Et puis, les hommes de Hitler étaient si corrects, (certains disaient affables) ! Ce n'étaient plus les pillards de 1914.



Ils payaient leurs acquisitions. Seulement, les mains pleines de fausse monnaie, ils vidaient systématiquement nos magasins avec un semblant d'honnêteté. Soieries, lainages, maroquinerie, jouets, etc... prirent le chemin de l'Allemagne à une cadence accélérée. Quand les protecteurs furent bien servis et les stocks épuisés, on songea à réglementer la vente des textiles.

Les rexistes redressaient la tête. Leur heure était venue ! Ils allaient pouvoir nager à pleine brasse dans leur élément : la trahison et la délation.

D'autre part, dès juillet 1940, certains ouvriers se distinguèrent en portant un brassard blanc. C'était la marque imposée par l'Allemand aux travailleurs volontaires. Chose étonnante, on reconnut parmi ces derniers des gens qui, avant la guerre, avaient pour le travail une aversion prononcée : des chômeurs professionnels, fainéants de toutes espèces, tel cet agent de police révoqué pour vol en 1934.

Nouvelles

Tout cela nous donne une idée des adeptes de l'ordre nouveau. En même temps, nous comprenons quelle méfiance devaient exercer les réfractaires à l'esclavage, et les embûches qu'ils allaient rencontrer.

Notre ami du 21e B. Du Génie avait rejoint son foyer, dans les environs immédiats de Charleroi. Après l'armistice franco-allemand, les Boches soufflaient et préparaient l'invasion de la Grande-Bretagne. De l'autre côté de la Manche Churchill et De Gaulle unissaient leurs voix pour prédire une lutte longue et cruelle mais aussi pour donner l'assurance de la victoire. Et dans tous ces discours, dans toutes ces promesses, un ordre était lancé à notre adresse : résister !

Résister ? Oui ! C'est à quoi était résolu l'évadé questionné aux bureaux de l'Office du Travail qui à ce temps-là, n'était pas encore empesté de la collaboration au grand jour.

Les formalités ne furent pas compliquées :

•Votre nom ? Baligand Raoul

•Profession ? Électricien.

Deux jours plus tard, Baligand se retrouvait sur l'aérodrome de Méaulle, près d'Albert, dans la Somme. Beau début, pour un homme qui ne voulait pas se rendre !

Il y avait à Méaulle une usine de réparation d'avions dont une partie devait être restaurée ; et les Boches projetaient l'agrandissement des installations.

Dès son arrivée, Baligand rencontra nombre de gens astreints aux pires corvées, voués à tous les maux pour la seule raison qu'ils étaient épris de liberté : exilés yougoslaves, républicains espagnols, raflés dans tous les bureaux du Travail du pays. Tous ces hommes écrasés sous le même joug devaient être animés des mêmes sentiments : tenir résister ! Résister à l'opresseur et vaincre ensuite. Certains succomberaient à la tâche, mais les autres seraient là, plus forts, plus unis que jamais, et passeraient la consigne à leurs successeurs. L'agression nazie a eu l'effet merveilleux, inattendu, de grouper tous les patriotes d'Europe, de créer entre eux la compréhension, la sympathie, une communauté de pensée et d'action.

Les vainqueurs d'un jour se targuaient de former un

bloc européen. Ne s'apercevaient-ils pas que cette fraternité germait justement chez leurs victimes ? C'est dans la misère et non dans l'enthousiasme d'une victoire éphémère que fut semé l'amour des peuples, la solidarité de tous. Les Européens, de tous les citoyens du monde. La croissance peut être lente, mais à toute semaille arrosée de sang, tôt ou tard succède une moisson riche et profitable.

Voici donc, concentré à Méaulle, un cortège de parias, mais de parias honnêtes, intelligents, conscients de leurs droits et de leur devoir, des hommes que ne se rendaient pas et qui marchaient, peinaient sur le rude chemin conduisant à leur idéal : la liberté.

Méaulle ! Point de départ d'une fraction de l'Armée des Partisans qui devait ensuite s'organiser sérieusement dans le pays de Charleroi.

Baligand et ses camarades étudièrent tous les moyens de nuire à l'ennemi. Les premiers sabotages furent effectués.

Les Allemands rassemblaient à l'usine leurs avions avariés : mais avant d'entreprendre les réparations, on brisait quelque pièce demeurée intacte, ce qui prolongeait le séjour des appareils dans les ateliers.

Les sceptiques hausseront dédaigneusement les épaules. Un homme qui introduit un écrou dans un cylindre ou qui laisse ouvert un robinet de pompe à essence, qu'est-ce que cela rapporte ?

Mais si des milliers et des milliers d'hommes pensent et agissent comme celui-là et poursuivent leur action chaque jour ?

L'Espagnol qui, d'un coup de marteau maladroit brisait un minuscule appareil de bord combattait les ennemis de sa patrie, les ennemis des hommes. Le Belge qui recouvrait une tenaille sous une pelletée de terre ou qui glissait une pincée de sable dans un graisseur retenait pour un jour, sur la piste d'envol, un chasseur assassin. Et le Français qui tordait légèrement ce guidon de mitrailleuse sauvait la vie à son frère, soldat sous les ordres de Leclercq.

Entre-temps, Baligand avait fait connaissance de Gaston Yernaux, appelé à devenir commandant du Corps des Partisans bruxellois. S'entendant à merveille, les deux hommes étendirent leur activité.

À la réception des premières machines-outils neuves, le groupe de récalcitrants donna toute sa mesure. Une foreuse, dans sa caisse étroite et très haute, fut maladroitement (ou adroitement ?) culbutée au fond d'une citerne en construction. Les Allemands vociférèrent, menacèrent, mais qui était coupable ?

Dix hommes travaillaient à la manœuvre ; l'engin était très lourd, peu maniable, et les appareils de levage trop faibles !...

On renforça les équipes : perte de temps !

Impossible de continuer à renverser les machines, mais certaines pièces disparurent mystérieusement. On attribua ces disparitions au manque d'organisation au départ ou à un vol au cours du transport. Hélas ! Les choses se gâtèrent.

Ayant jusque-là, joui de l'impunité, et agissant, pour la plupart individuellement, les hommes, dont l'audace grandissait, multipliaient et amplifiaient leurs exploits. C'est ainsi qu'un beau jour trois avions remis en état prirent feu en même temps malgré que l'interdiction de fumer dans les hangars fut de rigueur.

Cette fois, inutile de simuler un accident. Furieux, les Allemands cernèrent le cantonnement et les arrestations commencèrent.

Heureusement, la plus grande partie du personnel incriminé dans l'affaire avait pu s'échapper. Ayant appris qu'on les recherchait, Baligand et Yernaux reprirent le chemin de la Belgique.

A suivre

INTERNATIONAL

ISRAËL : LE SOLDAT COMMUNISTE ROMAN LEVIN EMPRISONNÉ PARCE QU'IL «REFUSE L'OPPRESSION ET L'EXPLOITATION»

**ROMAN LEVIN, JEUNE COMMUNISTE DE 19 ANS,
A DÉCLARÉ À SES COMMANDANTS QU'IL N'ÉTAIT
PLUS DISPOSÉ À PARTICIPER À L'OPPRESSION DU**

**PEUPLE PALESTINIEN A REFUSÉ DE CONTINUER
À SERVIR DANS L'ARMÉE D'OCCUPATION ET LA
SEMAINE DERNIÈRE, IL A ÉTÉ ENVOYÉ 30 JOURS
EN PRISON.**



L'armée israélienne a condamné Roman Levin, âgé de 19 ans, à 30 jours de prison mardi pour avoir refusé de continuer à servir en raison de son opposition à l'occupation israélienne.

Levin, originaire de la ville de Bat Yam, au sud de Tel Aviv, a émigré en Israël avec quelques membres de sa famille originaires d'Ukraine à l'âge de 3 ans. Il y a environ 18 mois, il s'est enrôlé dans l'armée, persuadé que son service contribuerait à la société et remplirait ses fonctions de citoyen.

Roman Levin est membre de l'Alliance de la jeunesse communiste israélienne.

**VOILÀ SA LETTRE DE DÉMISSION DE L'ARMÉE
ISRAËLIENNE :**

«Mon refus est un acte de protestation contre l'occupation qui dure depuis plus de 50 ans et est un acte de solidarité avec le peuple palestinien en Cisjordanie et la bande de Gaza assiégée.

Lorsque j'ai rendu visite à ma famille en Ukraine, j'ai constaté un manque de respect envers les Juifs-juives. En Israël aussi, mes amis et moi avons été traités avec mépris pour notre ethnie et notre culture différentes. C'est ainsi que ma sympathie pour le peuple palestinien opprimé s'est développée.

Il y a une guerre civile en Ukraine et lors de ma visite il y a quelques mois, j'ai rencontré des soldats qui n'avaient aucune idée de pour quoi ils se battaient



et qui meurent. Je pourrais m'identifier à eux, car moi aussi, je ne crois pas aux politiques militaires d'Israël, qui consistent principalement à maintenir l'occupation.

Cette expérience m'a amené à réfléchir à la signification de mon service militaire. Je refuse de continuer à participer à l'oppression du peuple palestinien. Dans les territoires [occupés], de plus en plus de colonies sont construites alors que les Palestiniens sont soumis à des politiques de confiscation de terres et de démolitions de maisons. Depuis 2006, Israël a détruit plus de 2000 maisons dans les territoires occupés.

La liberté de circulation des Palestiniens est limitée, tant à l'intérieur de leur pays que lorsqu'ils voyagent en dehors de celle-ci, car le passeport palestinien est classé au 189ème rang mondial et ce droit est totalement révoqué dans la bande de Gaza.

J'ai servi dans l'armée en tant que chauffeur de camion et une partie importante de mon devoir était de conduire dans les territoires occupés. Quand j'ai été recruté, je pensais que l'armée servait les intérêts des citoyens israéliens, mais après avoir servi dans les territoires, j'ai compris que les actions de l'armée ne servaient pas mes intérêts ni ceux des travailleurs-travailleuses en Israël, en particulier après le meurtre continu de manifestants à la clôture de Gaza.

La loi sur l'État-nation a renforcé cette compréhension pour moi. J'en suis venu à la conclusion qu'il est impossible de tenir les deux bouts de la corde : résister à l'occupation, au racisme et à l'ordre capitaliste, tout en servant dans une armée qui préserve ces choses.

Du point de vue financier, il est plus intéressant pour moi et ma famille si je complète mon service, d'obtenir une allocation et une licence valable qui me permettrait de

trouver un emploi bien rémunéré. Mais pour la plupart des résidents palestiniens, et en particulier pour les résidents de Gaza, cette option n'existe pas.

Chaque année, le nœud coulant se resserre autour du peuple palestinien et l'écart entre les riches et les pauvres se creuse davantage. Cette augmentation de la pauvreté prive les travailleurs-travailleuses israéliens de tout espoir d'un avenir meilleur, alors que le gouvernement justifie la guerre. L'État consacre environ 70 milliards de shekels par an au budget de la défense, au lieu d'investir dans l'éducation, la santé et le bien-être. Dans un but lucratif, en coulisse, Israël vend des armes sophistiquées à des régimes tyranniques comme l'Azerbaïdjan, le Soudan du Sud et le Rwanda, ainsi qu'à la persécution du mouvement de résistance des paysans par l'Inde - ces dernières années, environ 49% des ventes d'armes israéliennes sont allées en Inde.

Le service militaire, en raison du rôle oppressant de l'armée israélienne, crée un obstacle à ce qui effraie le plus la classe dirigeante: un partenariat entre travailleurs-travailleuses juifs-juives et arabes dans la lutte contre les magnats des affaires, le capitalisme de copinage et l'oppression nationaliste, parce que seulement grâce au partenariat et à la solidarité avec la population arabe ainsi qu'avec d'autres groupes défavorisés tels que les Ethiopiens, les Russes et les Mizrahim, nous pouvons créer un avenir sans exploitation, sans oppression et sans guerre.»

Traduction : Nicolas Maury

Extrait de Perspective communiste

SOCIÉTÉ

ÉVASION FISCALE. L'UE PRÊTE « À BLANCHIR » NEUF PARADIS FISCAUX



Oxfam révèle que l'Union européenne pourrait exclure neuf pays, impliqués dans différents scandales fiscaux, de sa liste. Entretien avec Quentin Parrinello, porte-parole de l'ONG.

Vous révélez que les Bahamas, les Bermudes, Guernesey, Hong Kong, l'île de Man, les îles Caïman, les îles Vierges britanniques, Jersey et le Panama s'apprêteraient à sortir de la liste des paradis fiscaux de l'Union européenne. Comment cette marche arrière est-elle possible ?

QUENTIN PARRINELLO Pour parvenir à cette conclusion, nous avons pris les critères définis par l'Union européenne : transparence, équité fiscale, meilleure pratique fiscale. Mais il apparaît que ceux-ci s'avèrent trop faibles, puisqu'ils passent outre de nombreuses pratiques fiscales dommageables. C'est le cas, par exemple, pour Hong Kong, qui avait deux taux d'imposition, l'un pour les activités réalisées dans

le pays et un autre pour celles réalisées en dehors. Ce qui est considéré comme un traitement différentiel et discriminatoire. Pour sortir de la liste, Hong Kong a mis un taux à 0 % pour toutes les activités, tout en empirant ces pratiques fiscales dommageables. Par ailleurs, l'Union européenne exclut de fait les pays membres de sa liste. En appliquant les critères, cinq pays devraient ainsi y figurer : Chypre, l'Irlande, Malte, le Luxembourg et les Pays-Bas. Or, les paradis fiscaux sont les premiers maillons de l'évasion fiscale. Et cette liste permet de nommer les responsables. Cela pose un problème de fond quant à l'ambition posée. Alors que ces pratiques sont de plus en plus répandues en Europe, les gouvernements se refusent à agir avec fermeté contre les paradis fiscaux situés à l'intérieur des frontières de l'Union européenne. Il est temps que les gouvernements de l'UE balayent devant leur porte.

EN EST-IL DE MÊME AVEC LA TAXE SUR LES GAFAM PRÉSENTÉE HIER PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ?

Quentin Parrinello Nous constatons en effet un grand écart entre les discours politiques et les actes. Car si la taxe Gafam, présentée hier en Conseil des ministres, a le

mérite de pointer les failles du système, le résultat est extrêmement symbolique. Bruno Le Maire a annoncé des recettes de 500 millions d'euros de cette taxe de 3 % d'ici à 2021. C'est un grain de sable au regard de l'évasion fiscale, estimée entre 80 et 100 milliards d'euros par an. D'autant que les géants du numérique sont loin d'être les seuls à pratiquer l'évasion fiscale.

EN CE MOMENT, DES NÉGOCIATIONS FISCALES SONT EN COURS AU SEIN DE L'OCDE AUXQUELLES LES ONG SONT PARTICULIÈREMENT ATTENTIVES. QUELS SONT LES ENJEUX ?

Quentin Parrinello Deux réformes fiscales sont en effet actuellement sur la table. L'une s'attache à la manière dont les profits des grandes entreprises sont taxés. Et l'autre consiste à établir un taux minimal d'imposition effectif. Ces deux réformes négociées par 127 pays pourraient donner lieu à un big bang fiscal. Reste à savoir quelles seront les mesures retenues. Il est

possible, par exemple, qu'in fine, on se retrouve avec un taux dérisoire, compris entre 5 % et 10 %. Cela n'aurait aucun impact.

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE APPARAÎT COMME UNE PRIORITÉ. QUELLES SONT LES MESURES PRIORITAIRES QUE VOUS SOUHAITERIEZ VOIR APPARAÎTRE DANS LES PROGRAMMES DES CANDIDATS ?

QUENTIN PARRINELLO Si la révision des critères apparaît comme une nécessité à la création d'une liste ambitieuse, la mise en place de sanctions contre les pays l'est tout autant. L'amélioration de la transparence est également un enjeu de taille pour construire une réforme de l'impôt sur les sociétés. Combien d'impôts paie une entreprise comme LVMH ou Coca-Cola par pays? Personne n'est en capacité de répondre. Ce reporting fiscal, bloqué depuis un an et demi, est indispensable pour taxer là où l'activité est réalisée. Il est impératif que cette mesure soit reprise par le futur Parlement pour faire pression sur la Commission et le Conseil européen. Le mouvement des gilets jaunes a montré une fois de plus l'attente citoyenne sur la lutte contre l'évasion fiscale. En 2015, les multinationales ont transféré quelque 600 milliards de dollars (soit 526 milliards d'euros) de bénéfices vers des paradis fiscaux, dont un tiers se trouve au sein même de l'Union européenne. Pour la France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, le coût humain est d'environ 35 milliards d'euros pour la seule année 2015. Si cet argent avait été investi dans les soins de santé publics, il aurait pu réduire jusqu'à 28 % de la facture des soins médicaux pour les contribuables.

Entretien réalisé par Clotilde Mathieu

Extrait de l'Humanité

ÉVASION FISCALE. L'UE PRÊTE « À BLANCHIR » NEUF PARADIS FISCAUX

Le média anglais Sky News a rapporté un reportage édifiant sur les conditions de travail dans des mines de cobalt congolaises. Le fer de lance de ces mines qui alimentent les batteries au lithium-ion (smartphones, appareils photos, tablettes, ordinateurs, voitures électriques etc.) ne sont autres que les enfants.

PIEDS NUS SOUS LA PLUIE

Le reportage vidéo de Sky News met mal à l'aise et fait ressentir un mélange d'effroi et de pitié pour celui ou celle qui le regarde. La pluie bat le sol et les pieds nus aussi, on y voit Dorsen, 8 ans et Richard, 11 ans, qui s'affairent pour récolter le cobalt de la province de Katanga située en République Démocratique du Congo. On y voit des petits corps désorientés qui abattent un travail physique sous le joug de mains prêtes à s'abattre sur eux. Les 12 h de travail effectuées par jour leur permettent d'amasser seulement 8 pence ; au moment du reportage, le jeune Dorsen a expliqué que cela ne suffisait pas pour vivre et que cela faisait déjà deux jours qu'il n'avait pas pu manger. Les deux jeunes enfants dont la mine a volé l'enfance travaillent sans aucune protection et subissent une pression permanente de leurs supérieurs, à la botte du Grand



Nouvelles

Occident qui attend sagement ses batteries. Les deux jeunes enfants exténués se sont confiés à la journaliste :

« Quand je travaille ici, je souffre. Ma mère est déjà morte... et du coup je dois travailler tout la journée et ma tête me fait mal » – Dorsen, 8 ans

« Quand je me lève chaque matin, je me sens mal car je sais que je dois revenir ici pour travailler. Toutes les parties de mon corps me font mal » Richard, 11 ans

PAS D'ALTERNATIVES

La République du Congo abrite plus de la moitié de l'offre mondiale de cobalt. D'après le gouvernement, 20% du cobalt actuellement en circulation depuis la RDC provient de mineurs artisanaux basés au Sud du Pays. Ils sont entre 110 000 et 150 000, on les appelle les « creuseurs », ils extraient le cobalt à la main en utilisant les outils les plus rudimentaires et descendent dans les tunnels creusés artisanalement qui menacent de s'effondrer à chaque instant. Lors de son reportage, la journaliste est tombée nez à nez avec une enfant de 4 ans qui triait, elle aussi, le cobalt de la pierre. En plus des conditions de travail terrible, une

telle exposition au cobalt ainsi que la consommation d'une eau contaminée développe des pathologies chez les habitants, notamment chez les nouveaux nés (problèmes respiratoires et pulmonaires, tumeurs, cancers, malformation de naissance etc.).

Avec de telles conditions de travail, pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas le choix ? La RDC est un des pays les plus pauvres du monde (74% des Congolais vivent en dessous du « seuil de pauvreté multidimensionnel »), marquée au fer rouge par son histoire coloniale, elle est soumise à une gestion terrible et à de nombreux conflits. Les mines artisanales se sont imposées à de nombreux habitants comme un moyen de subsistance à la suite de l'effondrement de la plus grande société minière publique (années 1990). Le Président Laurent Kabila a même encouragé la population à creuser elle-même car le gouvernement n'avait pas les ressources pour relancer l'industrie minière durant la Seconde guerre du Congo, qui a eu lieu entre 1998 et 2003.

DE LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

De nombreuses entreprises se vantent d'avoir une politique de RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) – seulement, lorsque on parle des autres maillons de la chaîne de production de l'entreprise



elle-même, les dents se serrent. Le grand tabou des multinationales, ce sont les intermédiaires dont elles ne s'estiment pas responsables, tous les secteurs se ressemblent en ce sens et le sens de la responsabilité s'effrite. Le cobalt extrait par les mineurs se revend directement à des traders dont la plupart viennent de Chine ou des Etats-Unis ; leur but est de payer le cobalt au meilleur prix, le reste importe peu. C'est ainsi qu'en se gardant de poser des questions, on se garde de pouvoir un jour dispenser des réponses.

Sky News a contacté différentes entreprises dans le secteur de l'automobile et de l'électronique, la plupart ont tout simplement expliqué qu'il était difficile de remonter jusqu'à l'origine et de savoir si leur cobalt provenait ou non du type de mines que l'on voit sur la vidéo. Ces entreprises ont également ajouté qu'il était plus bénéfique pour les communautés congolaises qui travaillaient dans ces mines d'améliorer les conditions de travail plutôt que de clore des contrats. Le géant Apple également, en pleine campagne RSE, a réagi : « Si nos fournisseurs ne sont pas capables ou ne souhaitent pas respecter nos standards de production, nous suspendons ou mettons un terme au contrat. L'année dernière, nous avons remercié 22 intermédiaires de notre chaîne de production ». Amnesty International et African Resources Watch (Afresource) ont publié en janvier, un rapport complet et documenté dans lesquels ils expriment le besoin urgent aux entreprises de réagir en instaurant un devoir de diligence obligatoire, révéler au public les pratiques d'atteinte aux droits humains, prendre des mesures correctives pour les intermédiaires mis en cause, réparer les préjudices subis par les personnes dont les droits humains ont été violés etc. Ce rapport s'adresse également au gouvernement de la RDC et de Chine.

COMMENT AGIR ?

La version courte du reportage de Sky News relayée sur les réseaux sociaux comptabilise plus de 21 millions de vues, 84 000 likes et plus de 400 000 partages : toutes ces actions quotidiennes proviennent de nos smartphones, ordinateurs ou tablettes. Le gouvernement de la RDC est responsable de ses citoyens, mais surtout, les entreprises qui travaillent avec ces intermédiaires se doivent de rédiger des standards de conditions de travail afin de protéger les droits humains élémentaires des mineurs. Au-delà de la rédaction de ces chartes, il est temps de mettre en place des cellules de contrôle permanentes en charge de vérifier la bonne application de ces chartes.

La responsabilité des entreprises est indéniable. Les

consommateurs également ont le pouvoir de faire avancer les choses, si aujourd'hui, il n'existe pas de marque qui semble éthique pour ce qui est de l'exploitation de ce cobalt, la pression consommateur est un véritable levier. Le cas Nike est devenu un cas d'école, dans les années 1990, éclate le scandale des usines et de leurs terribles conditions de travail. Depuis ce scandale, l'entreprise a adopté une position très forte quant au RSE et est devenue un exemple ; en 2005, l'entreprise surprenait le monde des affaires en divulguant sa base de données de 750 usines dans le monde entier. La marque a compris que pour redorer son image et relancer ses ventes (qui avaient fortement chuté à l'époque), elle se devait d'adopter une stratégie de transformation. Rapports sur les conditions de travail abusives, système de surveillance interne (SHAPE), création d'une division de responsabilité et de conformité de l'entreprise, nomination de gestionnaires sur le terrain, création d'une base de données mondiales pour assurer un suivi de chaque maillon de la chaîne de production, examen d'experts externes. La réaction de l'opinion publique et des médias a fait prendre à la marque de sportswear et baskets un tournant à 180° – il est fondamental d'appliquer une pression générale sur les entreprises pour plus de transparence et un changement radical de ces pratiques abusives.

Diane Scaya

AMNESTY INTERNATIONAL POINTE L'INDUSTRIE DES BATTERIES



L'ONG Amnesty International ne veut pas que la voiture électrique soit propre pour les émissions, mais sale en matière de droits humains et environnementaux pour l'extraction des minerais. Voici son opinion.

Amnesty International, l'ONG focalisée sur les droits humains et le respect de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, exhorte l'industrie automobile à veiller aux conditions humaines liées à l'extraction des minerais et métaux dits « rares »

devenus indispensables pour le développement de la voiture électrique. Or, tout en soutenant l'évolution vers des voitures « zéro émission », Amnesty International a pointé des situations bafouant les droits humains, en particulier avec le travail des enfants et le bien-être des populations autochtones proches des mines. L'ONG a aussi constaté des soucis environnementaux.

VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS

Lors du sommet sur les véhicules électriques à Oslo les 21 et 22 mars 2019, Kumi Naidoo, le Secrétaire général d'Amnesty International, a déclaré que « sans changements radicaux, les batteries qui alimentent les véhicules écologiques continueront d'être entachées de violations des droits de l'homme ». C'est surtout la situation en République démocratique du Congo (RDC) lors de l'extraction des minerais qui serait la plus préoccupante selon l'ONG. Mais les autres pays ne sont pas forcément exemplaires.

DANGEREUX POUR LES TRAVAILLEURS

Les enquêteurs d'Amnesty ont découvert, en 2016, que le travail des mines de cobalt dans le Sud de la RDC se faisait à la main, sans protection, au détriment de la santé des adultes et, ce qui est en principe défendu, des enfants y travaillant. Or, actuellement, plus de la moitié de la production mondiale de cobalt est originaire du Congo. L'ONG a ainsi constaté que ce métal extrait des terres congolaises, en faisant besogner des enfants, se retrouvait dans la chaîne d'approvisionnement des équipements électroniques et des batteries des voitures électriques.

GOVERNEMENT ET INDUSTRIE

La responsabilité incombe tout d'abord au gouvernement de la RDC. Mais également à ceux des autres pays. Amnesty se plaint de ne voir aucune contrainte juridique imposant aux « entreprises de rendre compte publiquement de leurs chaînes d'approvisionnement en cobalt ». L'industrie, depuis la première alerte lancée par l'ONG en 2016, a, par contre, réagi positivement. L'organisation est satisfaite de constater que de grandes multinationales comme Apple, BMW, Daimler (Mercedes), Renault et le fabricant de batteries Samsung SDI ont compris le message. Depuis, elles publient volontairement les données sur leur processus d'extraction. Ce qui permet de

mieux contrôler les éventuels abus. Amnesty insiste auprès des autres entreprises pour qu'elles fassent de même.

EN ARGENTINE AUSSI



Une autre enquête de l'ONG a démontré que la population argentine proche des mines de lithium n'était pas nécessairement au courant des risques environnementaux de cette exploitation. Elles n'ont aucune information sur les risques pour les sources d'eau, par exemple. De plus, les autochtones ne sont pas consultés au préalable sur les projets miniers. Alors que cela peut influencer sur leur quotidien et l'utilisation de leurs terres. Par ailleurs, Amnesty rejoint d'autres ONG, dont Greenpeace, sur la question de l'empreinte carbone et de l'impact environnemental de la construction des batteries en Chine, en Corée du Sud et au Japon. Il y a également des craintes sur l'exploitation minière en haute mer pour le cobalt, le lithium et le manganèse.

LA SITUATION PEUT S'AMÉLIORER

Amnesty International a donc mis au défi l'industrie automobile avec un challenge : « Les grandes entreprises mondiales qui dominent le secteur des véhicules électriques disposent des ressources et de l'expertise nécessaires pour créer des solutions énergétiques véritablement propres et équitables. Nous les mettons au défi de revenir à Oslo l'année prochaine [en 2020] avec des preuves de progrès réels. » Tant en matière d'extraction des minerais et métaux, que dans la production, la réutilisation et le recyclage des batteries. D'ailleurs, les travaux d'Amnesty International porteront également sur les trois phases du cycle de vie d'une batterie : extraction, fabrication, réutilisation-valorisation. Les constructeurs (et les consommateurs) sont donc ainsi prévenus. Tout comme ils l'ont été avec certaines marques de smartphones et les batteries qui les accompagnent...

LIBRES PROPOS

LEUR ÉCOLOGIE ET LA NÔTRE

Visionnaire, le philosophe André Gorz avait prévu, dans ce texte paru en 1974, la récupération de l'écologie par l'industrie, les groupes financiers – en un mot, le capitalisme.

par André Gorz

Evoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.



C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre [comme se le demande Ivan Illich], dans « un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition » ? (...)

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, pour quoi on lutte et pas seulement contre quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique ? Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

- des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être reproduites (remplacées) ;
- des moyens de production (machines, bâtiments), qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents ;
- de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs).

En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant le maximum de profit possible (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la façon dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.

La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus

Nouvelles

plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. (...)

Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de reproduire des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour « naturelles » et gratuites. Cette nécessité de reproduire l'environnement va avoir des incidences évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés ; il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations d'épuration ; et le produit de celles-ci (la propreté relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.



Il y a, en somme, augmentation simultanée du poids du capital investi (de la « composition organique »), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente. La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : toutes les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises.

La production de celles-ci tendra donc à stagner

ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés ; les inégalités se creuseront ; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression. (...)

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable ? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques sans qu'une attaque politique, lancée à tous les niveaux, lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation. Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : dans le cadre de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse — pourtant entièrement illusoire — qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilégiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La

devise de cette société pourrait être : Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.

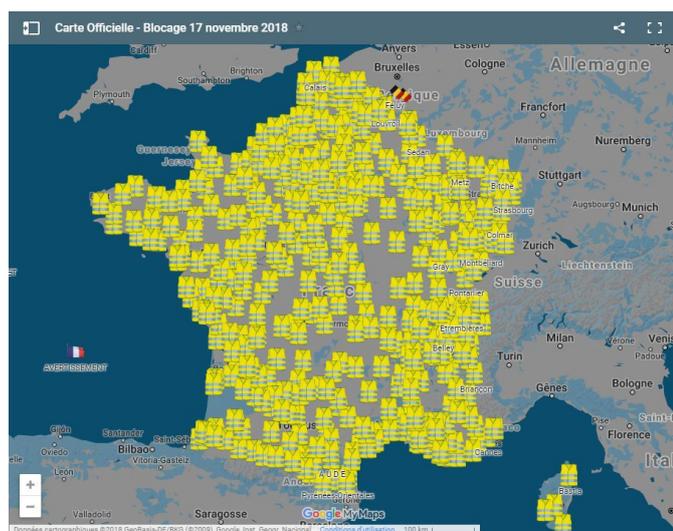
André Gorz

André Gorz est décédé en septembre 2007. Ce texte, paru en avril 1974 dans le mensuel écologiste *Le Sauvage*, a été publié en 1975 aux éditions Galilée, sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil *Ecologie et politique*.

DÉBAT : PEUT-ON ENCORE GOUVERNER À L'HEURE DES RÉSEAUX SOCIAUX ?

OLIVIER COSTA

**DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS /
DIRECTEUR DES ÉTUDES POLITIQUES AU COLLÈGE
D'EUROPE –, SCIENCES PO BORDEAUX**



tés de l'État et les élus (et pas seulement ceux de la majorité, ne nous leurrions pas) font face à une défiance d'une ampleur inédite, à laquelle il est bien difficile de trouver une réponse, tant les revendications sont à la fois hétérogènes et individualistes (une par sous-catégorie de la

population), irréalistes et contradictoires (davantage de services publics, mais moins d'impôts ; plus de croissance, mais moins de concurrence ; plus de sécurité, mais moins de règles), et déconnectées d'enjeux aussi fondamentaux que le réchauffement climatique ou l'endettement du pays.

Comment expliquer qu'on en soit arrivé là aussi vite ? Le premier constat, c'est que la révolte des gilets jaunes n'est qu'un symptôme de plus d'un mal plus profond, celui qui a conduit au Brexit, à l'élection de Viktor Orban, Donald Trump, Matteo Salvini et Jair Bolsonaro, et qui garantit l'inamovibilité de Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan.

Les causes de ce syndrome sont connues : déclin des idéologies, affaiblissement des corps intermédiaires, pessimisme généralisé, peur du déclin (social, économique, industriel, environnemental, culturel, religieux...), crainte des grands changements (mondialisation, migrations, concurrence internationale, terrorisme, métropolisation...) et opportunisme des marchands de peur et de rêve, qui attisent l'angoisse et la haine, fonds de commerce de leurs prospères PME populistes et médiatiques.

A cela s'ajoutent la toute-puissance des réseaux sociaux, qui bousculent les logiques traditionnelles des mobilisations, de la communication, de l'information et du fonctionnement de l'espace public.

MOBILISATION ET ACTION

D'abord, ils permettent, sans le moindre moyen financier, humain ou logistique, d'organiser à large échelle l'action de citoyens qui ne se connaissent pas. Sans les réseaux sociaux, il aurait été impossible à des quidams de coordonner si rapidement une protestation de cette ampleur. Le mouvement des gilets jaunes, parti de mobilisations très limitées et dépourvu de toute ressource, a pu acquérir en l'espace d'un mois une ampleur considérable, laissant penser à certains qu'il a désormais vocation à se substituer aux partis, aux syndicats, et même à la représentation nationale.

C'est le sens des trois pages de « directives » adressées par les gilets-jaunes aux parlementaires français, de leur appel à la démission du Président et à la dissolution de l'Assemblée, et de leur volonté de présenter désormais une liste « gilets jaunes » aux élections européennes.



Ensuite, les réseaux sociaux favorisent un discours de protestation et de révolte. Chacun a pu s'en apercevoir : il est presque impossible d'y entamer un dialogue serein et argumenté. Facebook ou Twitter, c'est émotion contre émotion, colère contre colère, indignation contre indignation, outrance contre outrance. Il s'ensuit, soit un dialogue de sourds entre des gens peu capables d'écoute, sans cesse aiguillonnés par des trolls ; soit la constitution de sphères qui s'autonomisent, peuplées de gens qui partagent les mêmes convictions, ici des citoyens qui pensent que le gouvernement fait une politique pour le seul bénéfice des banquiers, là d'autres qui estiment que les gilets-jaunes sont tous des ahuris.

PRIMAT DE L'ÉMOTION SUR LES FAITS

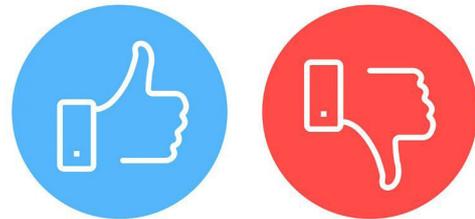
Ce primat de l'émotion a gagné la sphère publique et médiatique. Ce qu'on entend, ce ne sont pas des arguments ou des idées, mais des émotions (« je suis en colère », « y en a marre ») et des perceptions (« je pense que je gagne moins », « on se moque de nous »). Les faits n'ont plus grande importance. C'est le règne de la croyance sur la connaissance : croyance religieuse ou croyance sociale, il en va de même. Que 2 et 2 fassent 4 importe peu si certains pensent que c'est 5 ou 7. Insister sur le fait que l'arithmétique établit clairement que c'est 4 sera perçu comme du mépris ou de la condescendance...

La légitimité d'un mouvement semblant se mesurer au degré d'émotion de ses protagonistes, ils sont incités à l'outrance et à la surenchère dans les arguments, jusqu'à légitimer la violence : « Monsieur le juge, j'ai lancé un pavé sur le CRS, mais, faut comprendre, j'étais très, très en colère. »

Ce qui frappe aussi, outre les CRS et les casseurs, c'est un dévoiement de la logique démocratique. Celle-ci ne doit, en principe, s'appliquer qu'à des choix politiques : le peuple décide de faire ceci ou cela. Mais, de plus en plus, elle s'applique aussi à bien d'autres domaines : à l'art (Maître Gims est le meilleur chanteur, car le plus écouté) ou même à la science (les Américains pensent que le réchauffement climatique n'est pas d'origine humaine ou que la Terre a 5000 ans, et il faut respecter cela).

Qu'une majorité de citoyens viennent à croire que l'on peut s'abstenir de rembourser la dette de la France et que cela n'aura aucune conséquence, et cela devient une vérité. Que l'idée de doubler le SMIC soit largement soutenue, et ça devient option réaliste. La faisabilité des réformes n'est plus un paramètre pertinent.

AU NOM D'UNE DÉMOCRATIE CARICATURÉE



Au nom d'une démocratie mal comprise et des impératifs de l'audimat, sur quelque sujet que ce soit, les médias consultent d'ailleurs l'homme de la rue ou le chroniqueur atrabilaire, plutôt que le savant. Sur le réchauffement climatique, la dangerosité du glyphosate ou la croissance économique, l'avis du citoyen vaut bien celui du Prix Nobel. Prétendre le contraire, c'est mépriser le peuple.

Au nom d'une démocratie caricaturée, on estime ainsi que l'avis de chaque citoyen, en toute chose, a la même valeur. On considère aussi qu'une foule vociférante est le peuple souverain. Que les gilets-jaunes aient voté à plus de 60 % pour le Rassemblement national et la France Insoumise (sondage Slate, 4 décembre), et ne représentent donc qu'une partie minoritaire de l'électorat, importe peu.

S'ajoute à cela la diffusion sans cesse plus grande

des fake news par les réseaux sociaux : on aura rarement vu autant d'affirmations péremptoires et d'informations farfelues alimenter un mouvement social. Il est quasiment impossible d'endiguer ce flot, en raison du caractère émotionnel de la mobilisation, de l'hermétisme des sphères des réseaux sociaux qui ne diffusent que des informations conformes à la pensée qui y domine, et du temps nécessaire à la dénonciation d'une fake news.

S'il faut 10 secondes pour affirmer (comme on l'a beaucoup entendu) que la France n'a plus de Constitution ou qu'elle va être « vendue » à l'ONU, il faut 10 minutes pour expliquer d'où viennent ces idées grotesques et pourquoi elles sont fausses.

En outre, la croyance prenant le pas sur la vérité, et la fin justifiant les moyens, quand bien même on démontrerait que, non, la police n'a pas tué 15 personnes lors de telle manifestation, le mobilisé n'en démordra pas, au nom du « ça pourrait être vrai, alors on peut le dire » ou du « les experts et les journalistes sont aux ordres du pouvoir et des banques ».

Ce rapport élastique à la vérité, qui est une constante du discours des populistes, se diffuse désormais

à grande vitesse, y compris parmi des citoyens a priori accessibles à la raison.

UN TERRAIN DE JEU IDÉAL POUR MANIPULER L'OPINION

Les réseaux sociaux sont aussi un terrain de jeu idéal pour les organisations ou officines qui cherchent à manipuler l'opinion. On sait aujourd'hui le rôle qu'elles ont joué dans la campagne du Brexit ou l'élection de Donald Trump. On connaît le soutien indirect apporté par la Russie à des candidats pendant la campagne présidentielle de 2017 en France.

On en saura sans doute plus d'ici quelques semaines sur le rôle des réseaux antirépublicains d'extrême gauche ou droite, royalistes, anarchistes ou ultra-catholiques, dans la mobilisation des gilets jaunes (ce qui n'implique pas, bien entendu, qu'ils souscrivent à leurs idées).

Il ne serait guère surprenant d'apprendre que des pays qui voient d'un mauvais œil l'existence d'un pays stable et progressiste comme la France – et d'un ensemble pacifique comme l'Union – se



Nouvelles

sont mobilisés sur le sujet aussi, pour favoriser la diffusion des revendications des gilets jaunes et soutenir leur mobilisation.

EFFETS DE CONTAMINATION ET DE SURENCHÈRE

Les réseaux sociaux, comme certains médias à leur remorque, favorisent aussi les effets de contamination et la surenchère : les gilets jaunes protestent contre la hausse du gazole et obtiennent un moratoire ? Qu'à cela ne tienne, lançons-nous (lycéens, étudiants, agriculteurs, ambulanciers...) dans la bataille pour obtenir nous aussi la prise en compte de nos revendications, ou du moins éviter d'être les victimes collatérales des concessions obtenues par les autres – car chacun sait qu'il faut que quelqu'un paie.

Les partis d'opposition et les syndicats sont déconcertés par un mouvement qui leur échappe ? A défaut de pouvoir en prendre le contrôle, mobilisons nos troupes pour surfer sur la vague du mécontentement et profiter de la faiblesse d'un gouvernement aux abois.

La logique d'argumentation qui domine les réseaux sociaux, et les médias d'information continue à travers ces plateaux où des chroniqueurs viennent mesurer leur capacité respective d'outrance et de démagogie, conduit à un relativisme du savoir et de la compétence qu'on a vu poindre aux États-Unis dès les années 1990. Les experts ne savent rien. Les (bons) journalistes sont des menteurs. Les élus des voleurs. Les ministres des incompetents...

On reconnaît, pour un temps encore, la compétence de l'électricien, du pilote d'avion ou du chirurgien (personne ne souhaitant qu'un citoyen lambda s'occupe de son installation électrique, prenne les commandes de l'Airbus où il est installé ou l'opère du genou), mais le haut fonctionnaire est un sot, le professeur un farfelu, le parlementaire un imposteur.

On méprise tout autant l'engagement associatif, partisan, syndical, et l'on nie la compétence et la légitimité de ceux qui donnent de leur temps, toute l'année durant, pour faire avancer des idées et des causes, et savent comment mener une mobilisation et une négociation. Aujourd'hui, celui qui crie le plus fort aura le dessus, quelles que soient ses revendications. L'idée est que, puisque tous les responsables et élus sont réputés avoir échoué à régler les problèmes (réels ou fantasmés) de la France, Jacline Mouraud ou n'importe quel porteur

de gilet-jaune ne peut pas faire pire. Ils sont le peuple.

Face à tout cela, que pèsent la raison et l'argumentation ? Rien, ou si peu.

Le gouvernement a commencé à faire des concessions aux gilets jaunes, mais les agriculteurs et les routiers, qui vont subir par ricochet les conséquences de ces décisions, se mobilisent à leur tour. Les lycéens et les étudiants en profitent pour lancer leur révolution quinquennale, avec une certaine fascination pour les méthodes extrêmes de certains gilets jaunes.

LE CHACUN POUR SOI, PLUTÔT QUE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL



Comment gérer une société dans laquelle chacun veut plus sans se soucier du fait que toute dépense publique doit être financée et que toute décision a des conséquences négatives ? Une société dans laquelle le sens de l'intérêt général a cédé la place au chacun pour soi ? Une société où l'on ne se soucie plus de la cohérence des discours et des revendications ? Une société où les citoyens s'en remettent au premier vendeur d'huile de serpent venu ?

L'optimiste pensera que les apprentis révolutionnaires vont tôt ou tard être confrontés à la réalité, aux difficultés bien concrètes de l'art de gouverner et de faire des arbitrages. Mais c'est oublier que, dans un système où priment émotions, impressions et semi-vérités, il est facile de renvoyer la responsabilité de ses échecs sur d'autres.

Observons les populistes de tout poil partout dans le monde : leur impuissance est toujours imputée aux technocrates qui les empêchent de mettre en œuvre leur programme, aux journalistes qui déforment la réalité, ou à des groupes précis de la population qui nuisent aux intérêts du peuple (Mexicains, Polonais, réfugiés ou banquiers, peu importe).

Il faut garder à l'esprit qu'un nombre croissant

de citoyens, en France comme ailleurs, pensent qu'il existe des systèmes politiques préférables à la démocratie (on ne dit jamais lesquels) et sont fascinés par les leaders autoritaires ou populistes. Les responsables qui persistent à attiser le conflit ont tort d'estimer que la démocratie est un acquis définitif et qu'ils seront capables de ramasser la mise électorale au terme de la crise. Les premiers sondages montrent qu'ils n'en tirent aucun profit. Ils ne font que le jeu des groupuscules antirépublicains qui ont compris très tôt le parti qu'ils pouvaient tirer de ce mouvement social.

Olivier Costa, Directeur de recherche au CNRS / Directeur des Etudes politiques au Collège d'Europe -, Sciences Po Bordeaux

JEAN FERRAT, LE CHARME REBELLE.

Je viens de terminer la lecture de ce beau livre très documenté sur la vie et l'œuvre de Jean Ferrat, ce grand chanteur et militant de gauche. J'aime ses chansons que je réécoute régulièrement mais je ne peux que partager entièrement les propos du chanteur sur les raisons de son engagement politique. Je m'y retrouve. Lisez donc cet extrait repris dans le livre écrit par Raoul Bellaïche.

Robert Tangre

Dans le parc de la Fondation Aragon, Drucker et Ferrat parlent politique. « Que reste-t-il de tes engagements ? », demande le premier.

FERRAT : « Je suis toujours un homme non pas de gauche, mais d'extrême gauche. Je ne me fais pas au monde tel qu'il est et à ce qui va advenir de lui. Je ne me fais pas à cette société libérale dont on nous dit qu'elle est inévitable et qu'il n'y a plus d'autre chose à faire... comme si l'histoire avait une fin [...].

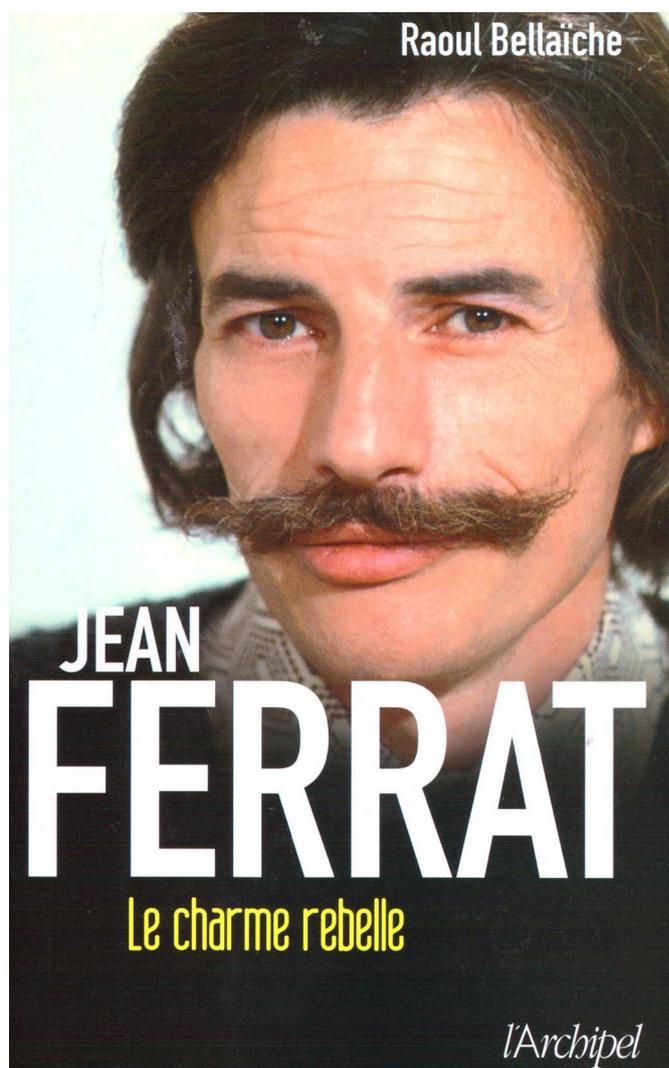
On comprend que les jeunes soient troublés, désespérés. Et on comprend aussi qu'il faut qu'ils réagissent. Les hommes ne se sont jamais laissés faire longtemps, il y a toujours eu une réaction... Donc, j'attends cette réaction qui doit changer l'avenir de l'homme. »

« Il y a beaucoup plus de choses qui m'inquiètent que de choses qui me réjouissent », nous dit Jean Ferrat, fort remonté lorsqu'on évoque avec lui la

marche du monde... « Ce qui m'inquiète, c'est le lâcher sans frein du système capitalisme qu'on dit indépassable mais qui donne, déjà, les résultats que l'on voit : la régression au Moyen Âge dans les pays de l'Est et, dans les pays sacrifiés, la montée des fanatismes religieux. C'est une période de régression terrible de la civilisation qui menace vraiment les fondements mêmes de nos sociétés plus démocratiques.

« Les gouvernants ? Ils ne pensent qu'à leur pouvoir. Tout le reste, ce sont des mots. Regardez ce que cela donne en France : la désespérance, le chômage terrible, le manque de perspective de la jeunesse, et puis cette multiplication des « affaires ». Il y a une extraordinaire hypocrisie de la part des hommes politiques !

« Tout le monde sait que la corruption n'est pas une chose nouvelle et que la complicité du monde des affaires et de la politique est une chose qui remonte à Dieu sait quand. Et on feint de considérer ça comme une chose normale ! Ce qui est normal,



d'après eux, bien qu'ils ne le disent pas, c'est que ça vienne au grand jour. Je n'ai pas entendu un seul homme politique dire : « Mais ce qui arrive là est normal, c'est évident que ça ne pouvait pas être autre chose. »

« Quand on propose comme idéal de société un monde où l'argent est l'unique référence, où il faut absolument être le plus fort envers et contre tous, et envers et contre tout, cela donne ce que l'on voit se manifester maintenant. Quand on voit tous ces présidents de monstres économiques et industriels se retrouver menottes au poignet et embarqués comme de vulgaires spadassins, d'un côté, c'est réconfortant, de l'autre, c'est terrible comme enseignement. Ceux qui vantaient les mérites n'étaient finalement que de petits voyous, des crapules. Maxwell, on le citait en exemple, quand il arrivait quelque part, on développait le tapis rouge. Pour les jeunes, c'était ce qu'il fallait suivre... Maintenant, on s'aperçoit que c'était un escroc, un bandit. Voilà l'état de ma désespérance ! »

LE RÔLE INGRAT D'UN CONSEILLER COMMUNAL.

« Comme conseiller communal, tu dois assister aux matches de football. Fais donc comme les autres ». Ces mots me reviennent à l'esprit. Ils ont été prononcés par mon vieux voisin et ami Victor Waeytens.

Et comme je n'ai jamais été comme les autres, je ne suis jamais allé assister à un match de football à l'exception toutefois d'une rencontre entre l'équipe de l'école du Trieu des Agneaux contre un autre siège scolaire.

De même, j'ai vraiment très peu participé à des activités organisées par différentes organisations dans l'entité à l'exception de celles qui avaient un caractère culturel.

Est-ce une erreur ? Dans l'esprit de certains, oui car c'est ainsi qu'on apprend à se faire connaître. En ce qui me concerne, c'est carrément non. Si même j'aime prendre un verre en compagnie d'amis, je n'ai jamais considéré qu'un élu devait devenir un recordman du nombre de verres de bière ingurgités et débattre de tout et de rien devant un comptoir.

Ma conception de mon rôle d'élu a toujours été

autre. J'aimais rencontrer mes concitoyens lors de mes permanences sociales, recueillir leurs doléances tout en faisant la part entre leur réaction émotive et la réalité concrète des faits décrits sur le terrain.

J'ai ainsi pu aider de très nombreux concitoyens concrètement, en reportant leurs revendications justifiées vers le Collège ou le Conseil communal. Cela me valut d'écrire des centaines de lettres ou de rédiger de très nombreuses interpellations et de mener en leur compagnie des combats sur le terrain.

Cette façon de procéder me permit d'ouvrir la conscience de mes interlocuteurs en élargissant leurs interventions et en les transformant en actions locales, de quartier sous les formes les plus diverses. Les conseiller donc, les guider, leur permettre de devenir des acteurs de leurs propres combats.

Ce travail est peu connu sinon par ceux qui m'ont fait confiance et qui ont obtenu satisfaction à leurs revendications.

Il faut aussi dire que les moyens de faire connaître ce travail de fond est devenu extrêmement difficile. Autrefois, la presse régionale assistait aux conseil communaux et donnait un large écho aux diverses interventions. Merci aux correspondants du Rappel, de la Nouvelle Gazette ou du Journal et Indépendance qui s'en souviendront.

Aujourd'hui, la presse se désintéresse du travail de fond mené par les conseillers attachés à leur travail de base. Comme on peut le constater, elle ne fait plus qu'ouvrir ses colonnes à ceux qui ont le pouvoir.

Alors parlons de nos moyens financiers, restreints, ils nous ont toutefois permis de sortir régulièrement un petit fascicule « Le Petit Rapporteur Courcellois » qui était fort demandé lorsque nous le distribuions sur la place du Trieu. Comme nous pouvions faire ombrage, si peu à la majorité, il nous fut interdit de pouvoir continuer à louer un espace pour un petit stand sur la place communale.

Mes amis et moi ne regrettons toutefois rien, nous avons fait ce que nous avons pu avec comme seule force, notre honnêteté et notre complicité intellectuelle.

Robert Tangre
